

Mars 2012

Note socio-économique

L'endettement étudiant: un «investissement» rentable?

Dans la présente note, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) démontre que les mécanismes d'aide financière et les systèmes de prêts destinés aux étudiant-e-s ne sont pas uniquement des mesures d'accessibilité aux études. En effet, ceux-ci sont également les instruments d'une privatisation du financement et des finalités des institutions publiques d'enseignement. Cette transformation s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de relance de l'économie qui fait reposer la croissance sur l'endettement personnel et sur l'arrimage de l'offre de formation à la demande en «capital humain» (main-d'œuvre hautement qualifiée) exprimée par les entreprises. Cette opération, qui intervient au moment d'une crise structurelle des économies avancées, risque fort d'entraîner une nouvelle bulle spéculative dont les étudiant-e-s et l'ensemble des ménages feront les frais.

Cette note étudie d'abord l'augmentation de l'endettement étudiant dans le reste du Canada, qui s'est engagé bien avant le Québec sur la voie d'importantes hausses des frais de scolarité. Elle se consacre ensuite à l'étude de la situation en Grande-Bretagne, où l'endettement étudiant atteint des niveaux préoccupants. Par la suite, ces tendances seront remises en contexte dans le cadre du projet en vigueur à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lequel vise à faire reposer la relance de la productivité des entreprises et de la croissance de l'économie sur une reconfiguration de la mission des établissements d'enseignement. En terminant, nous montrerons comment ce projet risque fort de participer à la construction d'une nouvelle bulle spéculative où la tentative de relancer la croissance du capital sera financée à même un endettement

élevé des étudiant-e-s et des ménages, à qui l'on promet force bénéfiques, mais qui risquent plutôt de devenir les nouveaux exclus insolubles de l'économie du savoir.

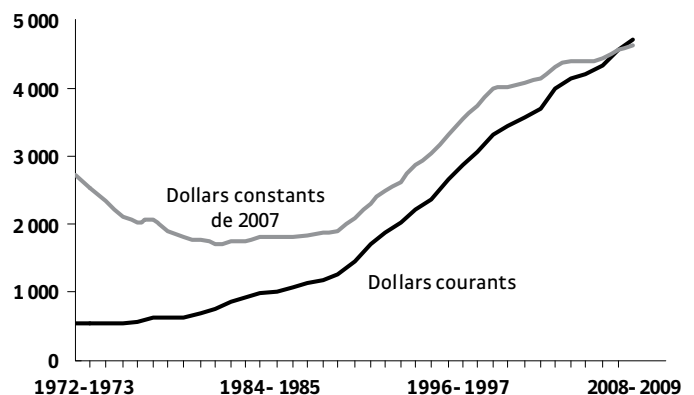
L'ENDETTEMENT ÉTUDIANT AU CANADA

L'un des arguments fréquemment évoqués pour justifier la hausse des frais de scolarité est l'existence de régimes d'aide financière aux études (AFE) qui permettraient aux étudiant-e-s «d'absorber» sans trop de conséquences la hausse des droits de scolarité. D'emblée, il faut rappeler que lors de la prochaine hausse des droits de scolarité, seuls les étudiant-e-s qui reçoivent des bourses seront pleinement compensés puisqu'ils seront les seuls à recevoir une bourse d'études supplémentaire d'un montant équivalent à la hausse des droits de scolarité. En 2008-2009, seulement 25 % des étudiant-e-s étaient éligibles aux bourses, ce qui signifie que pour les 75 % restants, cela impliquera un recours au système de prêts et un endettement accru, à moins qu'ils ne disposent du capital nécessaire pour payer immédiatement les nouveaux montants exigés, lesquels seront portés à 3793 \$ par an à l'issue de la hausse projetée. Ce fait démontre à lui seul que le régime d'aide financière n'est pas en mesure de neutraliser les impacts socio-économiques négatifs de la hausse pour une majorité d'étudiant-e-s.

Au Canada, dans les années 1990, la réduction du financement public de l'éducation a évolué de pair avec une augmentation du recours aux emprunts par les étudiant-e-s, l'endettement personnel venant palier le désengagement de l'État.

Depuis deux décennies, les frais de scolarité des universités canadiennes ont connu une augmentation marquée. En effet, entre 1989-1990 et 2008-2009, les frais de scolarité ont plus que doublé en dollars constants¹, comme le montre le graphique 1.

GRAPHIQUE 1 Évolution des frais de scolarité au Canada de 1972-1973 à 2008-2009

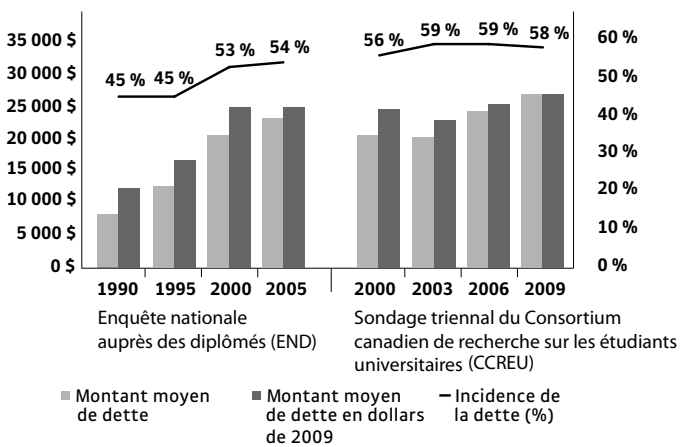


SOURCE : May Luong, *Les répercussions financières des prêts étudiants*, Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2010101/article/11073-fra.htm>

De plus en plus d'étudiant·e·s ont alors eu recours à des prêts et s'endettent pour poursuivre leurs études. Entre 1995 et 2005, la proportion de diplômé·e·s ayant emprunté de l'argent d'une source ou d'une autre (par exemple, les programmes gouvernementaux, les banques, leur famille) pour financer leurs études postsecondaires a augmenté, de 49 % à 57 %².

Ce n'est pas seulement le nombre de diplômé·e·s endetté·e·s qui augmente, mais aussi le montant de leur dette. Alors que les frais de scolarité doublent au Canada du début des années 1990 à la fin des années 2000, le graphique 2 montre que l'endettement étudiant doublait lui aussi en dollars constants.

GRAPHIQUE 2 Dette des étudiant·e·s universitaires au Canada de 1990 à 2009 en dollars courants et en dollars constants de 2009



Note : L'END mesure la dette des étudiants de premier cycle au moment de l'obtention du diplôme tous les cinq ans; le sondage du CCREU auprès des étudiants en voie d'obtenir un diplôme mesure la dette des étudiants de premier cycle tous les trois ans

Source : Berger, Joseph, « L'endettement des étudiants au Canada » dans *Le prix du savoir, l'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*, Fondation canadienne des bourses du millénaire, 2009, p. 205.

Dans ce contexte, l'apparition de certains cas extrêmes est révélatrice. Par exemple, en 2006-2007, 61 étudiant·e·s canadiens affichaient des dettes supérieures à 50 000 \$ à la fin de leur cursus. Seulement 4 ans plus tard, en 2010-2011, ce chiffre augmente à 961 personnes, une hausse de 1475 %³.

En 2009-2010, près de 38 % des étudiant·e·s à temps plein au niveau postsecondaire ont reçu un prêt d'études canadien (PCPE)⁴. À la fin d'août 2010, la dette était sur le point de dépasser le plafond de prêt total de 15 milliards de dollars établi par la loi⁵.

Comme le relève Statistique Canada, l'augmentation des frais de scolarité et de l'endettement est liée à une mutation dans la nature et le mode du financement des institutions d'enseignement, caractérisée par une réduction de la part du

financement assumée par le secteur public, et une augmentation de la part reportée sur les épaules des étudiant·e·s :

La hausse des frais de scolarité moyens est le résultat d'un changement substantiel dans le financement des études postsecondaires (EPS), un changement qui a fait en sorte que les étudiants paient proportionnellement plus, tandis que les gouvernements paient proportionnellement moins [...]. Entre 1989 et 2009, les frais de scolarité moyens exprimés en pourcentage des recettes totales des universités et des collèges ont plus que doublé, passant de 10 % à 21 %, tandis que le financement gouvernemental a diminué, passant de 72 % à 55 %⁶.

Le report du coût des études sur les étudiant·e·s mine la santé financière des diplômé·e·s : difficultés à épargner, à financer un régime de retraite, à accéder à la propriété, etc.⁷ À cela s'ajoutent les effets négatifs sur l'accessibilité aux études et sur la persistance scolaire. Par exemple, lorsque l'endettement passe de moins de 1 000 \$ à 10 000 \$ par an sous forme de prêts uniquement, le nombre d'étudiant·e·s détenteurs de prêts qui terminent leur programme passe de 59 % à 8 %⁸.

Pour l'heure, le Québec possède un niveau d'endettement étudiant inférieur au reste du Canada, mais les récentes hausses de frais de scolarité, les appels à « rejoindre la moyenne canadienne » signifieront ultimement une augmentation du recours aux emprunts, comme l'indique l'expérience canadienne, puisque peu d'étudiant·e·s disposent des ressources leur permettant de payer de manière immédiate les frais exigés.

Le gouvernement du Québec et la conférence des recteurs (CREPUQ) justifient la hausse des frais de scolarité en invoquant le prétexte d'un prétendu sous-financement universitaire⁹. L'argument généralement évoqué pour convaincre les étudiant·e·s qu'ils ont avantage à s'endetter davantage est que l'éducation constitue un *investissement rentable*¹⁰. L'acceptabilité sociale d'une augmentation de l'endettement étudiant est ainsi légitimée, dans une argumentation appuyée sur le calcul « coûts-bénéfices », par la promesse d'un retour sur investissement prenant la forme d'un diplôme ayant plus de « valeur » ajoutée, d'un emploi enrichissant et d'un salaire futur plus élevé.

On explique cependant rarement pourquoi ces « bénéfiques » ont été consentis antérieurement alors que la contribution exigée des étudiant·e·s demeurait peu élevée, la majeure partie du financement universitaire étant traditionnellement de nature publique. On justifie l'importance d'obtenir une formation supérieure, mais on n'explique pas en quoi il est justifié de réduire la part du financement public et d'augmenter l'endettement étudiant, hormis en invoquant l'argument selon lequel les étudiant·e·s sont « les principaux bénéficiaires » de l'éducation supérieure. Cet argument réductionniste, qui ne tient pas compte des « bénéfiques » publics de l'éducation, n'explique pas non plus pourquoi les coûts de la formation devraient être financés directement par les usagers plutôt qu'à travers le système fiscal de redistribution.

LA SITUATION EN ANGLETERRE

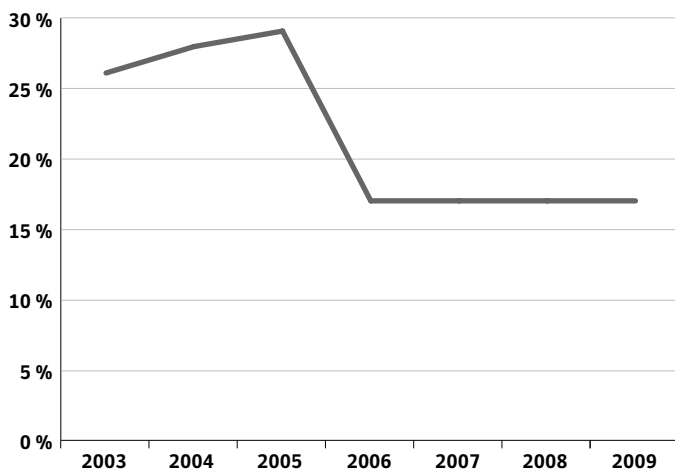
L'exemple de la Grande-Bretagne est d'un grand intérêt puisqu'il offre en quelque sorte un cas type d'illustration « en accéléré » de la restructuration du mode de financement des universités préconisée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et mise en place dans le processus de Bologne¹¹.

Avant la fin des années 1990, la Grande-Bretagne appliquait une politique de gratuité scolaire, c'est-à-dire qu'il n'y avait aucun frais pour accéder aux études supérieures. En 1998, des frais annuels de 1 000 £ (1 575 \$CAD¹²) sont introduits. Par la suite, en 2004, les frais de scolarité passent à 3 000 £ (4 725 \$CAN). Plus récemment, le gouvernement britannique décide de permettre aux universités d'exiger des droits pouvant aller jusqu'à 9 000 £ (14 179 \$CAD) en 2012. En l'espace d'à peine 15 ans, les droits de scolarité exigés chaque année sont passés de zéro à près de 40 % du salaire annuel moyen de 24 000 £ (37 808 \$CAD)¹³, et à 86 % du salaire étudiant moyen de 10 425 £ (16 423 \$CAD)¹⁴.

Dans un tel contexte, le recours à des programmes d'emprunts devient inévitable pour les ménages et les étudiant-e-s. La dette étudiante moyenne pour 2011-2012 atteignait déjà 26 100 £ (41 408 \$CAD) ; avec l'introduction des nouvelles hausses triplant les frais de scolarité, les projections portant sur la dette moyenne l'anticipent à 53 400 £¹⁵ (84 721 \$CAD), c'est-à-dire que la dette doublera pour atteindre plus de 5 fois le salaire étudiant moyen.

Cette augmentation de l'endettement aura des impacts négatifs sur la fréquentation, spécialement chez les étudiant-e-s issu-e-s des familles moins nanties. Déjà, la hausse imposée au milieu des années 2000 avait eu un effet considérable sur la fréquentation. Comme le montre le graphique 3, celle-ci est passée de 29 % à 17 % des 20-29 ans en une seule année et s'est depuis stabilisée à ce niveau.

GRAPHIQUE 3 Fréquentation universitaire des 20-29 ans en Angleterre de 2003 à 2009



Source : OCDE, *Regards sur l'éducation 2010*, p.322 et *Regards sur l'éducation 2011*, p.326.

Cherchant à mesurer les effets de la hausse de 2010, la *London School of Economics*¹⁶ estimait que le poids accru des frais de scolarité entraînerait une réduction de la fréquentation de 7,51 % chez les étudiants hommes et de 4,92 % chez les femmes. D'après l'organisme responsable des admissions scolaires, le *Universities and Colleges Admissions Service* (UCAS), ce scénario semble se confirmer puisqu'on constate déjà que 462 507 étudiant-e-s se sont inscrits pour l'année 2012-2013 contre 506 388 l'année précédente, ce qui représente une réduction de 8,7 %. La baisse est beaucoup plus marquée en Angleterre (-9,9 %) que dans des endroits où la hausse des frais ne s'applique pas, par exemple le Pays de Galles (-1,9 %) et l'Irlande du Nord (-4 %) ¹⁷.

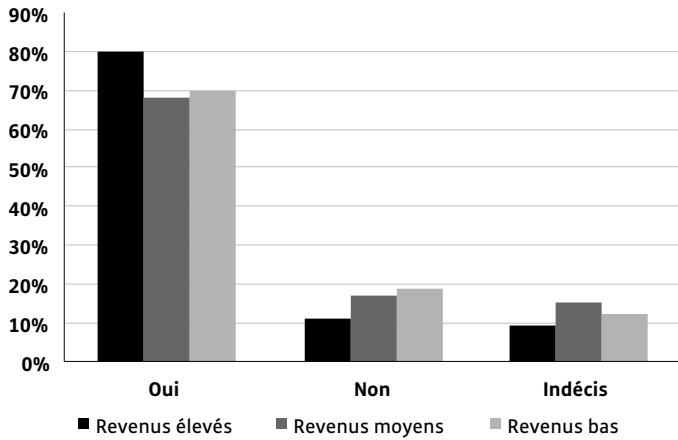
De plus, l'endettement n'est pas distribué de manière proportionnelle entre les différents niveaux de revenus¹⁸. Les étudiant-e-s qui proviennent de familles défavorisées sont plus susceptibles de s'endetter et de quitter l'université avec des dettes élevées, alors que les étudiant-e-s les plus fortuné-e-s sont moins nombreux à avoir des dettes ou ont des dettes moins élevées. Par exemple, en 2003, les étudiant-e-s dont les parents gagnaient moins de 20 480 £ devaient en moyenne 9 708 £. La moitié d'entre eux avait une dette supérieure à 10 392 £. Par contre, les étudiant-e-s de familles gagnant plus de 30 502 £ avaient une dette moindre, soit de 6 806 £ en moyenne. Après diplomation, les étudiant-e-s les plus pauvres étaient 43 % plus endettés que les plus riches.

Malgré la présence d'un régime d'aide financière développé, la perspective d'un endettement élevé a un effet dissuasif (*debt aversion*) sur les étudiant-e-s provenant des familles les plus pauvres, les femmes, les musulmans, les noirs et les personnes issues de familles monoparentales¹⁹. Comme le montre le graphique 4, les gens provenant de milieux avec des revenus plus modestes ont moins tendance à se diriger vers l'université.

On voit donc que le nombre d'étudiant-e-s choisissant de ne pas fréquenter les institutions d'éducation supérieure est presque deux fois plus grand chez les jeunes provenant de familles à bas revenus par rapport à ceux provenant de familles à revenus élevés. Les auteurs de l'étude d'où est tiré ce graphique signalent qu'il existe un corollaire évident entre ce phénomène et la réticence envers l'endettement²⁰. Ils soulignent également que les gens provenant de tous les milieux sont bien conscients du rendement potentiel des études universitaires, ce qui remet en question l'idée selon laquelle un manque de connaissance des bienfaits monétaires de l'éducation supérieure serait à l'origine de l'aversion pour le risque d'endettement²¹.

Un endettement étudiant élevé représente ainsi un obstacle à la participation des personnes qui dépendent le plus des mécanismes d'emprunt et qui accumulent les dettes les plus importantes au moment de la diplomation, puisqu'un plus grand nombre d'entre elles risquent de renoncer à faire des études supérieures ou d'abandonner en cours de route.

GRAPHIQUE 4 Attention d'inscription aux études supérieures en fonction du revenu familial



SOURCE : Claire Callender et Jonathan Jackson, «Does the fear of debt deter students from higher education?», *Journal of social policy*, vol. 34 no 4. p. 509-540. En ligne : <http://eprints.lse.ac.uk/21010/>, p. 31.

L'augmentation de l'endettement des étudiant·e·s, spécialement ceux des classes moins nanties, est une conséquence directe d'un changement structurel du mode de financement des universités qui combine la réduction du financement public à l'intensification de la pression sur les ménages et les étudiant·e·s. En effet, comme le soulignent Dolton et Lin²² dans un rapport au titre évocateur *From grants to loans and fees* (Passage des bourses aux prêts et aux frais), les hausses de frais de scolarité importantes se sont accompagnées en Grande-Bretagne d'une réduction majeure du financement gouvernemental, compensée par une pression accrue sur les individus et les familles :

La Grande-Bretagne a progressivement délaissé un mode de financement de l'éducation supérieure employant l'argent des contribuables pour aller vers un modèle financé individuellement par les participants (et leurs parents) en éliminant les subventions et bourses aux étudiants, en introduisant un système de prêts et en instaurant des frais de scolarité²³.

Le gouvernement britannique est lui-même explicite à cet égard dans son plus récent *White Paper*. Il affirme que l'augmentation des frais de scolarité n'est pas causée par le besoin ou la volonté de régler un quelconque «sous-financement des universités», mais qu'il s'agit plutôt d'une mesure qui vise à réduire les dépenses publiques dans une optique de lutte au déficit : «By shifting public spending away from teaching grants towards repayable tuition loans, we have ensured that higher education receives the funding it needs even as substantial savings are made to public expenditure»²⁴ (En déplaçant le financement public des subventions vers des prêts, nous nous sommes assurés de financer adéquatement l'enseignement supérieur tout en réalisant des économies substantielles du point de vue des dépenses publiques). L'objectif des

hausse de frais de scolarité est donc de transformer structurellement la provenance du financement du système d'éducation, de telle façon que les individus contribuent davantage et que le gouvernement puisse réduire sa participation et couper dans les dépenses publiques.

C'est pourquoi le gouvernement choisit de mettre en place un système de prêts et d'y recourir au maximum, tout en réduisant les subventions publiques aux universités et collèges. Désormais, les institutions ne seront plus financées par une autorité centrale sur la base d'un financement historique distribué sous forme de subventions, mais plutôt au moyen de droits individuels payés par les étudiant·e·s à l'institution de leur choix et financés par des emprunts. L'État projette ainsi d'économiser 3 milliards de livres par année en subventions publiques d'ici 2014-2015²⁵. Le même document appelle à une augmentation des places étudiantes «commanditées» par des entreprises et à une augmentation de la collaboration universités-entreprises, le tout dans l'objectif de minimiser la participation financière de l'État à l'effort de financement de l'éducation supérieure. Le gouvernement envisage de vendre les dettes des étudiant·e·s à des investisseurs financiers ou d'en confier la gestion à des entreprises privées. Cette opération lie le financement de l'éducation supérieure à l'économie financiarisée et à la logique boursière; or, la vente de dettes individuelles sur les marchés boursiers est l'un des facteurs qui ont mené à la dernière crise financière²⁶.

En plus de participer à un désengagement de l'État et à une augmentation de l'endettement étudiant, un tel système de prêts aura pour effet de canaliser le financement vers les programmes et établissements qui offriront des diplômes jugés plus rentables et plus payants; les étudiant·e·s endetté·e·s voudront s'assurer d'obtenir une formation lucrative qui leur permettra de rembourser les dettes accumulées. Cela a pour effet d'attribuer un «prix» à chaque programme et d'instituer un marché de la formation où ce sont les champs à haut retour sur investissement qui sont surfavorisés. Les établissements et programmes qui offrent la promesse d'une haute valeur ajoutée seront donc favorisés au détriment d'établissements ou programmes jugés moins rentables. Cela signifie bien sûr que certaines institutions régionales, situées dans des quartiers pauvres ou n'offrant pas de formation menant à des emplois hautement salariés, lesquels sont définis par les besoins des corporations et des marchés, seront défavorisées. La performance économique d'un établissement ou d'un programme deviendra alors plus importante que sa pertinence historique, scientifique ou intellectuelle. Le gouvernement a d'ailleurs annoncé son intention de publier les salaires des futur·e·s diplômé·e·s afin que les étudiant·e·s puissent «investir» en maximisant la rentabilité de leur placement dans les programmes²⁷.

Des centaines de professeur·e·s d'université ont répliqué par voie de lettre ouverte aux journaux à ce projet en estimant que

«la marchandisation de l'éducation form[ait] le noyau secret du *White Paper* dont le gouvernement ne veut pas débattre publiquement»²⁸. Selon les universitaires, les économies de fonds publics projetées seraient exagérées. Plus fondamentalement, le choix de changer la nature du financement des institutions d'enseignement serait motivé par une volonté d'arrimer la formation sur les besoins de l'industrie. Cette stratégie s'explique par la chute de rentabilité et de productivité de l'économie. On demande donc au secteur public de combler les besoins de formation du secteur privé ainsi que ses besoins en recherche et développement. Le secteur privé ne finance pas l'opération, qui dépend plutôt d'une augmentation de l'endettement étudiant, lequel devient lui-même une occasion de rentabilité accrue (intérêts, titrisation des dettes sur les marchés financiers, etc.).

Ce rapide survol des transformations du mode de financement de l'éducation supérieure en Grande-Bretagne nous permet de montrer comment l'augmentation importante des frais de scolarité et de l'endettement étudiant est liée à un projet de réduction des subventions publiques et à une privatisation du financement de l'éducation. En plus de permettre des réductions de dépenses gouvernementales et un désengagement de l'État du financement des services publics, l'individualisation du financement de l'éducation supérieure au moyen de l'endettement privé permet de changer le mode d'allocation des fonds aux universités. Le financement historique est remplacé par une logique clientéliste où les étudiant·e·s, guidé·e·s par le signal-prix sont poussé·e·s à investir les sommes empruntées dans des programmes et établissements jugés plus «rentables».

La privatisation du financement s'accompagne donc de l'instauration d'un mécanisme de quasi-marché au sein des institutions d'enseignement qui vise à diriger le financement vers les secteurs de formation jugés pertinents sur le marché à travers la médiation par l'État du choix de «consommation» suggéré aux étudiant·e·s. Ceci transforme radicalement le rapport de l'étudiant·e à l'enseignement supérieur en réduisant le choix au seul calcul coût-bénéfice et utilitariste, lequel permet difficilement de juger de la pertinence des contenus d'une formation. Le recours aux hausses de frais de scolarité et à l'endettement massif peut ainsi être compris comme un moyen d'opérer un changement structurel majeur dans le mode de financement de l'enseignement supérieur britannique, lequel est motivé par une volonté de lier immédiatement la demande et l'offre de formation aux besoins de l'industrie.

L'OCDE : LE CAPITAL HUMAIN POUR GARANTIR LA CROISSANCE

Le cas britannique a beau être singulièrement révélateur, il n'en est pas pour autant unique, puisqu'il découle lui-même d'une nouvelle façon de voir le rôle et la fonction sociale des systèmes d'éducation dont l'OCDE s'est fait le porte-parole au milieu des années 1990²⁹. À l'époque, l'organisation constate des chutes importantes de la productivité économique des entreprises et émet un rapport important intitulé *Mesurer le*

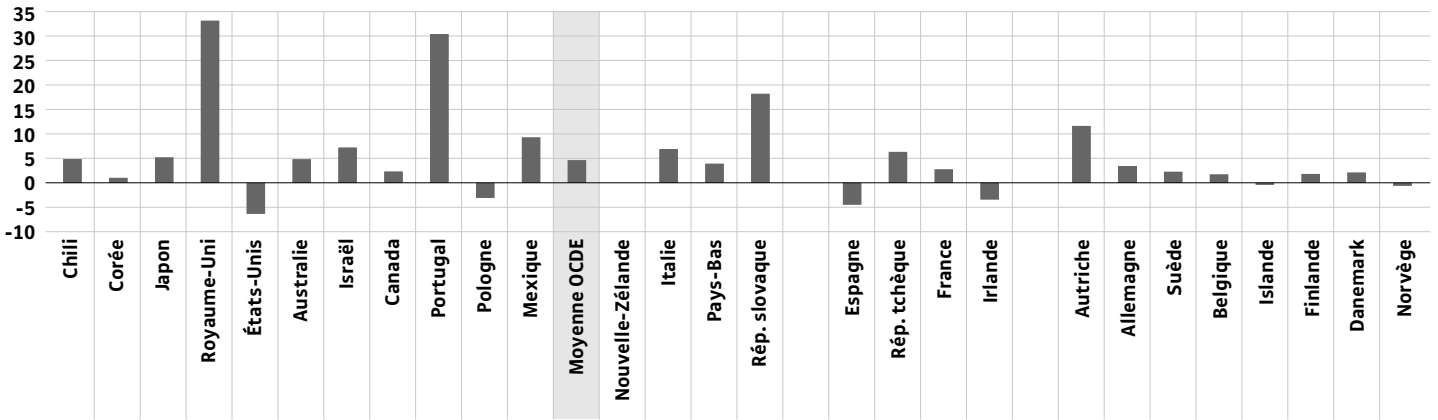
*capital humain*³⁰. Dans les années 1990, une conjoncture économique défavorable en termes de productivité amène l'OCDE à développer une analyse plus exhaustive des liens entre les capacités de la force de travail (le «capital humain») et les «performances économiques». L'idée maîtresse est que le développement d'une science de la mesure des impacts de la formation universitaire sur la croissance économique permettrait une utilisation plus rationnelle et plus efficiente des systèmes d'éducation nationaux en vue de relancer, consolider ou augmenter la compétitivité économique des pays.

L'acte d'apprendre est ainsi conçu comme un moment essentiel de la création de valeur; c'est pourquoi il doit faire l'objet d'une réorganisation volontaire de la part des États en vue de maximiser son utilité en terme d'*outputs* économiques. En développant des outils de mesure, les pouvoirs publics pourraient générer de l'information leur permettant de prendre des décisions plus efficaces dans la gestion de la formation de la main-d'œuvre ou du capital variable, ce qui permettrait de «remédier aux incertitudes économiques actuelles» en augmentant la qualification des citoyen·ne·s.

L'objectif est alors de développer une «comptabilité du savoir acquis» qui permettra d'arrimer la formation éducative à la production de valeur dans l'objectif d'optimiser les effets positifs que la formation de main-d'œuvre et le développement d'innovations technologiques pourront avoir sur la croissance du PIB.

Il faut pour cela découper la connaissance en une série de compétences productives singulières, lesquelles peuvent ensuite être évaluées selon leurs impacts positifs sur les revenus générés, puis réajustées si elles ne s'avèrent pas assez adaptées aux besoins de l'économie. Vu l'état volatile des marchés, il faut développer des pratiques de mesure *en continu* pour permettre d'adapter en temps presque réel l'offre de formation à l'état de la production. Le problème qui survient alors est que les systèmes d'éducation publics nationaux sont le plus souvent régulés par des formes d'organisation et des normes qui les rendent incapables d'une telle flexibilité. L'objectif est alors de changer les formes de gouvernance et les mécanismes d'évaluation ou d'accréditation des établissements et des programmes (ce qu'on nomme «mécanismes d'assurance-qualité») afin que les institutions d'enseignement développent une meilleure réponse au comportement des marchés. Cela suppose de remplacer l'autorégulation interne des professeur·e·s et la collégialité par des formes de régulation «experte» mieux à même d'évaluer la pertinence de l'offre de formation en fonction de la demande exprimée par les marchés, ce qui signifie tout compte fait de cesser de considérer la valeur traditionnelle du savoir pour ne plus considérer que son aspect utilitaire à court-terme. Il ne faut pas s'étonner non plus de voir proliférer des propositions d'évaluer les enseignant·e·s, de les payer «au mérite», c'est-à-dire en vertu de leur «performance», mesurée à partir de leur effet positif sur le taux de diplomation, lequel est lui-même vu comme une manière d'augmenter la production nationale (PIB).

GRAPHIQUE 5 Évolution (en points de pourcentage) de la part des dépenses privées entre 2000 et 2008



SOURCE : OCDE, Regards sur l'éducation, 2011, p.256.

Cette volonté de reconfigurer les finalités des institutions d'enseignement suppose de changer la nature de leur financement pour donner plus de poids à l'argent privé. Cette privatisation du financement, laquelle s'apparente à une dénationalisation progressive des systèmes d'enseignement supérieur, se vérifie dans la majeure partie des pays occidentaux.

En moyenne dans les 19 pays de l'OCDE dont les données tendancielles de toutes les années de référence sont disponibles, la part publique du financement des établissements d'enseignement tertiaire a légèrement régressé : elle est passée de 74 % en 1995 à 73 % en 2000, à 68 % en 2007 et à 67 % en 2008. Cette tendance s'observe surtout dans des pays non européens où les frais de scolarité sont en général plus élevés et où les entreprises contribuent davantage, principalement sous la forme de bourses, au financement des établissements d'enseignement tertiaire [...]. En règle générale, les dépenses privées au titre des établissements d'enseignement ont augmenté à un rythme plus soutenu que les dépenses publiques entre 2000 et 2008³¹.

Le graphique 5 présente la variation de la part des dépenses privées dans les différents pays membres de l'OCDE.

Ces transformations institutionnelles visent à instaurer une rupture avec la culture de service public des institutions d'enseignement nationales pour instituer un nouveau fonctionnement de quasi-marché. Ce fonctionnement devrait, selon l'OCDE, permettre de mieux mesurer la façon dont l'école influe positivement sur la production et d'optimiser le financement des programmes en fonction des stratégies de relance de la croissance fixées par l'État et les entreprises privées.

Quant aux étudiant-e-s, on les pousse vers l'emprunt et l'endettement sous prétexte qu'il s'agit d'un investissement lucratif, à condition bien sûr de placer le capital emprunté sur leur propre capital humain dans les filières de formation indiquées par le signal-prix. Le problème est que la volonté d'utiliser la taylorisation de l'éducation comme levier pour obtenir un sur-sis aux crises systématiques que connaît l'économie de bulles spéculatives qui caractérise le capitalisme avancé depuis les

années 1990 risque fort d'échouer. Le mirage de l'économie du savoir risque alors de n'être qu'une énième bulle succédant à celle des « technos » et à la bulle immobilière. Il faut mesurer alors ce que cela voudra dire sur le plan des conséquences socio-économiques pour les étudiant-e-s, sans parler des transformations radicales qui auront été imposées au savoir, à la profession enseignante et aux institutions d'enseignement pour tenter de les rendre adaptables aux impératifs de la valorisation à court terme propre au capital financier.

L'ÉDUCATION : PROCHAINE BULLE SPÉCULATIVE

C'est maintenant connu : la crise économique actuelle a été largement causée par une bulle spéculative dans l'immobilier. Or, il existe un autre marché en croissance fulgurante ces dernières années : celui des études supérieures. Bien avant de souscrire à une hypothèque, les nouvelles générations de « l'économie du savoir »³² contracteront d'importantes dettes d'études. Une part croissante des nouvelles créances que les banques vendront sur les marchés financiers sera constituée des dettes étudiantes. Un scénario se dessine : l'éducation pourrait bien faire partie de la prochaine bulle spéculative et de la prochaine crise du capitalisme. C'est du moins l'hypothèse qu'émettait en 2009 le *Higher Education Chronicle* : « Will Higher Education Be the Next Bubble to Burst ? »³³

Mais qu'est-ce qu'une bulle ? C'est lorsque des acheteurs pensent se procurer un produit dont la valeur croîtra et les rendra riches dans le futur. Le produit devient de plus en plus cher, mais les tenants de l'offre, qui souhaitent voir les ventes augmenter, favorisent l'accès facile au crédit pour stimuler la demande. Les acheteurs s'endettent, rassurés par le fait qu'ils ne sont pas seuls à le faire, mais qu'il s'agit d'un comportement généralisé et que, du reste, la valeur du produit est en augmentation soutenue depuis plus d'une génération³⁴. Tout va bien, jusqu'à ce qu'arrive le *crash*. C'est bien sûr ce qui est arrivé avec les maisons de la dernière bulle immobilière, mais ce serait aussi le cas des diplômés : aux États-Unis, en 25 ans, les frais de scolarité ont augmenté de

440 %³⁵. Or, de plus en plus de voix s'élèvent pour soulever cette interrogation : ne sommes-nous pas en train d'assister à l'édification d'un nouveau «château de cartes»?³⁶

En septembre 2010, un chroniqueur de *The Economist* se demandait si les prestigieuses universités américaines n'allaient pas connaître le même sort que les grandes compagnies automobiles qui, jusqu'à tout récemment, étaient des modèles de réussite d'affaires³⁷. Peter Thiel, le fondateur de *PayPal*³⁸, estime que l'éducation supérieure a toutes les caractéristiques d'une bulle spéculative : frais de scolarité excessifs, endettement élevé, retombées surévaluées, à quoi s'ajoute une intervention politique soutenue pour gonfler la diplomation universitaire, de la même façon que les gouvernements ont encouragé l'investissement immobilier. Ainsi, les gouvernements encouragent l'endettement en perpétuant la croyance que les emplois de l'avenir nécessitent des diplômes universitaires et que la croissance de l'économie repose sur une nouvelle industrie des idées qui doit être nourrie en cerveaux³⁹. Pourquoi l'éducation? Selon Thiel : «Education may be the only thing people still believe in in the United States». L'éducation inspire l'idée d'un investissement sécuritaire, garant d'un meilleur avenir. Ce mantra est repris en cœur par les tenants de la hausse des droits de scolarité⁴⁰ et c'est pourquoi les marchés capitalisent sur l'insécurité des ménages. Cependant, les frais augmentent à une telle vitesse que la nouvelle rhétorique selon laquelle il vaut la peine d'emprunter massivement pour «investir» dans son éducation est en train d'être battue en brèche. De plus en plus, cet «investissement» est synonyme d'endettement et non de bénéfices. La reprise actuelle se fait sans retour à l'emploi (*jobless recovery*) et le taux de chômage des jeunes explose, notamment en Grèce et en Espagne.

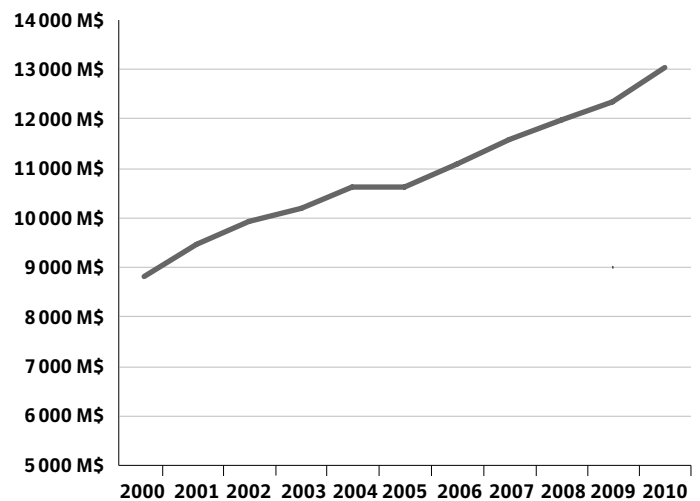
L'une des conséquences, lorsque l'on traite la connaissance comme une marchandise, est de transformer l'éducation en marché, ce qui la rend vulnérable aux mêmes instabilités, dérives et crises que l'ensemble des marchés. Mais l'affaire est pire encore lorsque l'éducation se trouve placée aux centres des stratégies d'accumulation financière. Le plus souvent, les analystes du développement d'une bulle spéculative liée aux frais de scolarité et à l'endettement étudiant s'en tiennent à regarder le lien entre frais de scolarité, endettement et étranglement financier. La bulle, disent-ils, éclatera quand la capacité de payer des étudiant·e·s atteindra son élasticité maximale. Le graphique 6 montre bien la croissance des dettes étudiantes au Canada qui atteindront bientôt le 15 milliards de dollars.

Quand on comprend le rôle central que les universités sont appelées à jouer dans la relance du capitalisme et dans l'économie du savoir⁴¹, on voit bien que la spirale inflationniste des droits de scolarité n'est pas un simple emballage de l'offre et de la demande, mais la conséquence d'un processus de marchandisation des universités visant à les intégrer au sein du processus de valorisation capitaliste. L'éducation coûte de plus en plus cher parce qu'elle est de plus en plus centrale dans la

production de valeur boursière; qu'il s'agisse des dettes des individus, d'une part, et de sa contribution au développement d'innovations techniques ou financières, d'autre part.

La tentative de relancer l'économie en commercialisant le savoir montre déjà des ratés. En effet, les sociétés de capital de risque⁴² sont mal en point depuis la dernière crise. Quant aux étudiant·e·s, ils apparaissent de plus en plus comme la nouvelle armée d'insolvables laissés pour compte par l'économie du savoir.

GRAPHIQUE 6 Évolution du montant total des dettes étudiantes canadiennes de 2000 à 2010



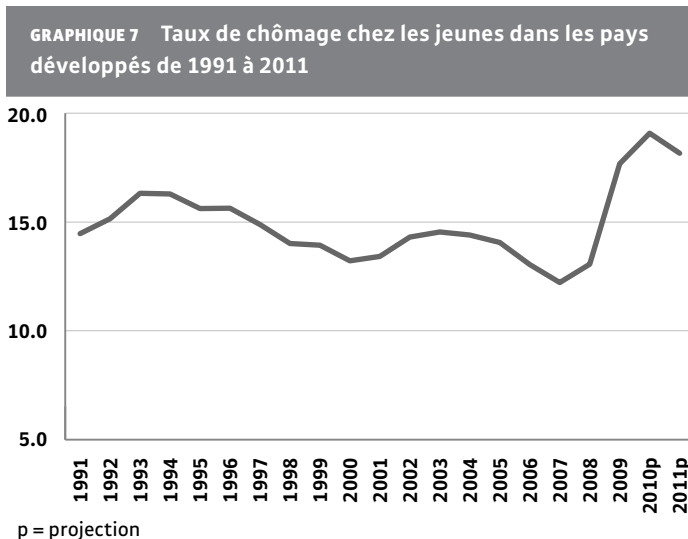
Source : Programme canadien de prêts aux étudiants, *Rapport statistique annuel 2008-2009*, p. 24 et http://www.rhdcc.gc.ca/fra/apprentissage/subventions_etudes/Publications/rapport_annuel/2009-2010/tableaux/portefeuille.shtml

En 2008-2009, les collèges privés américains, qui recrutent souvent des gens issus des classes défavorisées, ont recruté 3,2 millions d'étudiant·e·s, une hausse de 23 % en un an, et 59 % de plus qu'en 2005. Selon Jeffrey Silber de BMO Capital Markets, les revenus de ces 3 000 collèges sont passés, en dix ans, d'environ 10 milliards à plus de 29 milliards de dollars américains. Les étudiant·e·s, par contre, se rendent compte que leurs cours n'offrent souvent pas les débouchés qu'on leur a fait miroiter ou alors manquent de fonds pour payer les frais de scolarité. Le résultat est que le décrochage et les cessations de paiements de prêts sont beaucoup plus élevés dans ces écoles que dans les institutions publiques, atteignant parfois des taux de 50 % de défaut de paiement⁴³.

Comme le rapporte *The Economist*, le gestionnaire de «fonds de couverture» (*hedge-fund*) Steve Eisman, s'exprimant devant le Congrès américain, a dit que l'industrie de l'éducation à but lucratif était tout aussi destructive que l'industrie des hypothèques *subprimes*⁴⁴. Selon lui, nous assistons aux débuts d'une bulle semblable à la crise des hypothèques *sub-*

primes où les établissements, donc les recruteurs, qui sont payés à la commission, se battent pour recruter les étudiant·e·s avant de les jeter à la rue bardés non pas de diplômes, mais de dettes financées par l'État.

En réalité, le marché du travail et les perspectives d'emploi auxquels les jeunes font face n'ont jamais été aussi sombres. Par exemple, aux États-Unis en 2008, quelque 15 000 emplois dans le domaine du droit sont disparus⁴⁵. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT) des Nations Unies, le chômage mondial des jeunes a atteint son plus haut niveau jamais enregistré en 2010 et devrait continuer d'augmenter. Sur les 620 millions de jeunes économiquement actifs, âgés de 15 à 24 ans, 81 millions étaient sans emploi à la fin 2009 – le plus haut chiffre jamais atteint. C'est 7,8 millions de plus qu'en 2007. Le taux de chômage des jeunes est passé de 11,9 % en 2007 à 13 % en 2009. Selon les prévisions de l'OIT faites en août 2010, la hausse du taux de chômage des jeunes devait se poursuivre en 2010 pour atteindre 13,1 %, puis décliner modérément pour atteindre les 12,7 % en 2011. Le graphique 7 montre bien que dans les pays développés, le chômage chez les jeunes est préoccupant.



Source : International Labour Organization, *Global Employment Trends for Youth*, août 2010, p. 18.

L'OIT met en garde contre « le risque d'une "génération perdue", constituée de jeunes gens qui sont totalement détachés du marché du travail et ont perdu tout espoir de pouvoir travailler pour gagner décemment leur vie »⁴⁶. Cette situation est l'une des causes directes des soulèvements de la jeunesse du monde arabe, comme celle de l'Europe, de l'Espagne à la Grèce.

C'est pourquoi « l'ultime bulle spéculative pourrait bien être celle que l'on n'attendait pas »⁴⁷ : celle de l'éducation, où les gens se retrouveront dans une situation de précarité d'emploi, incapables de rembourser des dettes élevées. Les investissements rentables en capital humain se seront alors transformés en occasion d'affaires lucrative pour les banques,

les administrations universitaires qui empochent les frais, les collèges privés qui amassent le pécule et les entreprises qui n'ont pas à financer l'enseignement et la recherche au moyen de leurs charges sociales. Mais pour les individus, on voit poindre de grandes dettes, une incapacité de payer et un danger de nouvelle crise financière.

CONCLUSION

Pour tenter de relancer la croissance en se basant sur l'économie du savoir, une restructuration du financement des institutions d'enseignement est jugée nécessaire. C'est pourquoi il est proposé de toutes parts d'augmenter l'endettement étudiant et d'arrimer les systèmes nationaux d'éducation publique aux besoins de formation et de recherche commercialisables (brevets) des industries et des marchés. En réduisant les subventions publiques et en augmentant l'endettement étudiant, on crée les conditions qui permettent de changer la nature du financement, de public à privé, mais aussi les finalités des institutions, qui sont appelées à répondre de manière beaucoup plus adaptative aux injonctions du champ économique.

Or, ce projet politique intervient au moment où le niveau d'endettement des ménages atteint un sommet historique. Selon Statistique Canada, le taux d'endettement des Canadiens atteint 153 % de leur revenu⁴⁸. Cette situation ne risque pas de se résorber, puisque l'endettement personnel est l'un des principaux leviers à travers lesquels les gouvernements espèrent maintenir la croissance économique. En effet, compte tenu de la situation de crise mondiale qui secoue les économies capitalistes partout en Occident, la Banque du Canada prévoit que la croissance au pays reposera majoritairement sur les dépenses des ménages qui composent 60 % du PIB. Mais « sans hausse notable des revenus, cette croissance va se faire au prix d'un endettement accru, à partir des niveaux actuels déjà records »⁴⁹, si bien qu'on peut parler d'une croissance par l'endettement financée à même les emprunts des individus et des familles.

La hausse des frais de scolarité et l'endettement font partie d'une stratégie concertée depuis l'OCDE et exemplifiée par le modèle britannique et le processus de Bologne. Elle vise à contourner les contradictions et l'état de crise des économies capitalistes avancées en Occident. Il est donc prévisible que les prochaines années verront apparaître encore de nouvelles pressions pour des hausses additionnelles des frais de scolarité au Canada et au Québec, lesquelles résulteront en un endettement additionnel des étudiant·e·s et des ménages. En plus de considérer les effets socio-économiques néfastes sur la fréquentation scolaire et la santé financière des diplômé·e·s, il apparaît important de remettre en question la viabilité d'un modèle de croissance par l'endettement. En effet, ce modèle mise sur l'augmentation de la dette personnelle et sur la commercialisation du savoir et des universités pour relancer une croissance et un capitalisme plombés par les crises et qui reposent sur la surexploitation des ressources naturelles. Non seulement la

relance attendue risque fort de ne pas être au rendez-vous, mais les ménages seront bien vite étranglés par des dettes sans précédent qui s'accroîtront davantage lorsque les taux d'intérêt remonteront. Et, au passage, les systèmes d'enseignement publics auront été partiellement ou entièrement privatisés, tant dans leur financement que dans leur fonction sociale.

Eric Martin, chercheur à l'IRIS

En collaboration avec Simon Tremblay-Pepin, chercheur à l'IRIS

Notes

- 1 Mai Luong, *Les répercussions financières des prêts étudiants*, *Statistique Canada*, <http://www.statcan.gc.ca/pub/75-001-x/2010101/article/11073-fra.htm>
- 2 *Ibid.*
- 3 Pascale Breton, « Les étudiants canadiens lourdement endettés », *Cyberpresse*, 21 janvier 2012, <http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/education/201201/20/01-4488024-les-etudiants-canadiens-lourdement-endettes.php>
- 4 *Rapport annuel 2009-2010*, Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE), Ressources humaines et Développement des compétences Canada, http://www.rhdcc.gc.ca/fra/apprentissage/subventions_etudes/Publications/rapport_annuel/2009-2010/index.shtml
- 5 Fédération canadienne des étudiants et étudiantes (FCEE), *Mise à jour : budget fédéral 2011*, http://www.cfs-fcee.ca/html/french/media/mediapage.php?release_id=1237
- 6 May Luong, *op. cit.*
- 7 *Ibid.*
- 8 McElroy, Lori. *Student Aid and University Persistence : Does debt matter ?*, Fondation des bourses d'études du millénaire, 2005.
- 9 Nous avons déjà montré ailleurs que ce discours s'appuyait sur une comparaison à visée adaptative avec le Canada. Voir Eric Martin et Simon Tremblay-Pepin, *Faut-il vraiment augmenter les frais de scolarité ?*, IRIS, 2011, http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/faut-il_vraiment_augmenter_les_frais_de_scolarité; Eric Martin et Maxime Ouellet, *Université Inc.*, LUX éditeur, Montréal, 2011.
- 10 Voir par exemple le site Web du MELs, qui affirme « qu'investir pour son avenir » dans une « formation universitaire, c'est rentable » : <http://www.droitsdescolarité.com/fr/investir.php>
- 11 Processus débuté en 1998 par les ministres d'enseignement supérieur de l'Allemagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie dans le but d'harmoniser les systèmes d'éducation européens avant 2010. Voir Isabelle Bruno, Pierre Clément et Christian Laval, *La grande mutation. Néolibéralisme et éducation en Europe*, Syllepse, 2010, 135 p.
- 12 En dollars de 2012.
- 13 D'après le salaire moyen d'un employé du secteur privé. *Labour Market Statistics, January 2012*, Office for national statistics, <http://www.ons.gov.uk/ons/publications/re-metadata.html?edition=tcn%3A77-222467&next=tcn%3A77-222476>
- 14 Claire Johnson et autres, *Student Income and Expenditure Survey 2007/08*. English domiciled Students, National Centre for Social Research and the Institute for Employment Studies, avril 2009, http://www.bis.gov.uk/assets/biscore/corporate/migratedD/publications/D/DIUS_RR_09_0515
- 15 <http://www.bbc.co.uk/news/education-14488312>; <http://push.co.uk/student-debt-survey-2011/Fees-will-rocket-student-debts-over-50k-Push-survey-reveals.htm>
- 16 Peter Dolton et Li Lin, *From Grants to Loans and Fees : The Demand for Post-Compulsory Education in England and Wales from 1955 to 2008*, Center for the Economics of Education, London School of Economics, 2011, <http://cee.lse.ac.uk/ceedps/ceedp127.pdf>
- 17 Agence France-Presse, « Angleterre : baisse des inscriptions à l'université après la hausse des frais », *Cyberpresse*, 30 janvier 2012, <http://www.cyberpresse.ca/international/europe/201201/30/01-4490704-angleterre-baisse-des-inscriptions-a-luniversite-apres-la-hausse-des-frais.php>
- 18 Callender, Claire et Jon Jackson, *Fear of Debt and Higher Education Participation*, London South Bank University, novembre 2004.
- 19 Callender, Claire, *Attitudes to Debt : School leavers' and further education students' attitudes to debt and their impact on participation in higher education*, Universities UK, 2003.
- 20 *Ibid.*, p. 12-13.
- 21 *Ibid.*, p. 11.
- 22 Dolton, Peter et Li Lin, *op. cit.*
- 23 *Ibid.*, Traduction libre, p. 1-2.
- 24 *Higher Education : Students at the Heart of the System, White Paper*, Department for Business, Innovation and Skills, juin 2011, <http://discuss.bis.gov.uk/hereform/white-paper/>
- 25 *Ibid.*
- 26 « The Government has tasked Rothschild to lead a feasibility study to assess the options for how to monetise the loan book. The feasibility study is considering a full range of options, including retaining the loans on the government's books, selling them outright to financial investors, or selling loans to one or more regulated companies set up to manage the loans ». *Ibid.*, p. 24.
- 27 *Ibid.*
- 28 <http://www.guardian.co.uk/education/interactive/2011/sep/27/higher-education-alternative-white-paper>
- 29 Précisons par contre, comme le montre l'historien de l'OCDE George Papadopoulos, que l'idée d'employer l'éducation comme catalyseur de la croissance du PIB est formulée dès les années d'après-guerre, notamment lors du Plan Marshall. (George Papadopoulos, *Education, 1960-1990, the OECD perspective*, OCDE, Paris, 1994, 203 p.). La nouveauté avec les années 1990 est que la réussite de ce programme suppose d'en finir avec les systèmes d'éducation publics régulés par des finalités établies par la bureaucratie d'État pour les remplacer par des formes organisationnelles en réseau où les frontières entre la firme et l'école se brouillent.
- 30 OCDE, *Mesurer le capital humain : vers une comptabilité du savoir acquis*, 1996, 126 p.
- 31 OCDE, Indicateur B3, *Regards sur l'éducation 2011*, p. 256.
- 32 Voir Eric Martin et Maxime Ouellet, *La gouvernance des universités dans l'économie du savoir*, IRIS, 2010, http://www.iris-recherche.qc.ca/publications/la_gouvernance_des_universites_dans_l8217economie_du
- 33 Joseph Marr Cronin et Howard E. Horton, « Will Higher Education Be the Next Bubble to Burst ? », *The higher education chronicle*, 22 mai 2009, <http://chronicle.com/article/Will-Higher-Education-Be-the/44400>
- 34 Cette image est empruntée à Glenn Reynolds, « Higher education's bubble is about to burst », *Washington Examiner*, 6 juin 2010, <http://washingtonexaminer.com/node/80276>

- 35 Joseph Marr Cronin et Howard E. Horton, *op. cit.*
- 36 Peter Wood, «The Higher Education Bubble», *Society*, vol 48, n° 3, 1er mai 2011, p. 208-212.
- 37 «Declining by degree, Will America's universities go the way of its car companies?», *The Economist*, 2 septembre 2010, <http://www.economist.com/node/16941775>
- 38 Sarah Lacy, «Peter Thiel: We're in a Bubble and It's Not the Internet. It's Higher Education», *Tech Crunch*, 10 avril 2011, <http://techcrunch.com/2011/04/10/peter-thiel-were-in-a-bubble-and-its-not-the-internet-its-higher-education/>
- 39 «Higher education, The latest bubble?», *The Economist*, 13 avril 2011, <http://www.economist.com/node/21017857>.
- 40 Par exemple : Chassin, Youri. *Pancartes et slogans pour une éducation de second rang*, Institut économique de Montréal, 11 novembre 2011, <http://www.iedm.org/fr/36725-pancartes-et-slogans-pour-une-education-de-second-rang>
- 41 Voir Eric Martin et Maxime Ouellet, *La gouvernance des universités ans l'économie du savoir*, *op. cit.*
- 42 Les industries de capital de risque (*venture capital*) sont des entreprises dans des secteurs à « haute valeur ajoutée » et à haut retour sur investissement, notamment dans les secteurs de l'information, des biotechnologies, du numérique, etc. L'investissement y est très prometteur, mais aussi très risqué et très volatile. En situation de crise économique, ces industries sont parmi les premières fragilisées.
- 43 Voir «Schools of hard knocks», *The Economist*, 9 septembre 2010, <http://www.economist.com/node/16990955>
- 44 «[...] told Congress that the for-profit education business was as destructive as the subprime mortgage industry».
- 45 David Segal, «Is Law School a Losing Game?», *New York Times*, 8 janvier 2011, http://www.nytimes.com/2011/01/09/business/09law.html?_r=1&hp.
- 46 International Labour Organization, *Global Employment Trends for Youth*, août 2010, http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/press-and-media-centre/press-releases/WCMS_143358/lang-fr/index.htm
- 47 «Les prêts étudiants : une nouvelle Bulle inattendue et tout aussi dangereuse», *MoneyWeek*, <http://www.moneyweek.fr/20110555498/actualites/actu-economie/emprunts-etudiants-crise-immobilier/>
- 48 «Le taux d'endettement des Canadiens à un sommet de 153 %», *Les Affaires*, 13 février 2011, <http://www.lesaffaires.com/bourse/nouvelles-economiques/le-taux-d-endettement-des-canadiens-a-un-sommet-de-153/538809>
- 49 Gérard Bérubé, «Perspectives – Croissance par endettement», *Le Devoir*, 19 janvier 2012, <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/340548/perspectives-croissance-par-endettement>; <http://www.banqueducanada.ca/2012/01/communiqués/fad-communique-2012-01-17/>

IRIS

**Institut de recherche
et d'informations
socio-économiques**

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), un institut de recherche indépendant et progressiste, a été fondé à l'automne 2000. Son équipe de chercheur-e-s se positionne sur les grands enjeux socio-économiques de l'heure et offre ses services aux groupes communautaires et aux syndicats pour des projets de recherche spécifiques.

Institut de recherche et d'informations socio-économiques
1710, rue Beaudry, bureau 2.0, Montréal (Québec) H2L 3E7
514 789 2409 · www.iris-recherche.qc.ca

ISBN 978-2-923011-17-2